



## Chronique d'une crise annoncée



**D**epuis plusieurs mois, les éleveurs de Midi-Pyrénées, comme en France, ont mené de nombreuses actions pour dénoncer la crise des prix qu'ils subissent.

Cette crise ne date pas d'aujourd'hui. Elle prend ses racines dans le passé et dans la construction des organisations sociales et économiques des marchés des produits de l'élevage. Peu à peu, les acheteurs (centrales d'achats, abatteurs, industriels...) se sont concentrés alors que l'offre des producteurs est restée atomisée. Même les outils, pourtant créés et gérés par les producteurs, que sont les coopératives leur échappent parfois. Cette situation d'oligopsonne entraîne des rapports

de force déséquilibrés qui compromettent le partage équitable des marges au sein des chaînes de valeurs agroalimentaires.

Pour limiter les impacts de cette crise, le ministère de l'agriculture a mis en place un plan de soutien de l'élevage. Si certaines mesures sont destinées, en urgence, à aider la trésorerie des éleveurs cette année, ce plan comprend également plusieurs mesures structurelles. En Midi-Pyrénées, l'une des pistes explorées pour résoudre structurellement la crise est de définir une stratégie régionale d'approvisionnement de proximité de la restauration collective. La participation massive à la réunion du 21 septembre, organisée par le préfet, montre que ce

sujet est un enjeu d'actualité sur lequel l'ensemble des partenaires souhaite s'engager.

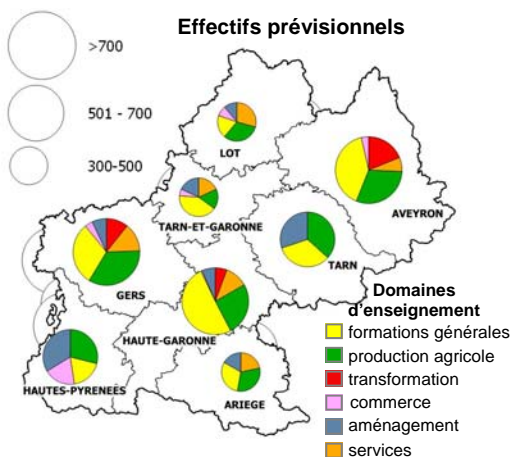
Pour réussir et pérenniser cet approvisionnement de proximité, il est nécessaire de structurer conjointement l'offre et la demande. Il convient donc de réfléchir à une organisation des producteurs et acteurs économiques adaptée à la demande locale de la restauration collective ; Il est également indispensable de connaître le tissu économique local (acteurs, gammes et produits disponibles, volumes, périodes de disponibilité, prix...) pour pouvoir passer des commandes que les acteurs locaux puissent honorer.

Dans cet exercice, on se rend compte que l'innovation

la plus importante est de (re) créer du lien de proximité entre les acteurs (producteurs, transformateurs, consommateurs, collectivités...) grâce à des organisations et des outils coopératifs et collaboratifs.

Au moment où les autres secteurs économiques constatent un coup d'accélérateur donné aux créations de sociétés coopératives et participatives (277 Scop créées en 2014, + 10 %), nul doute que les professionnels agricoles et agroalimentaires réussissent à puiser dans un savoir-faire, éprouvé par 150 ans d'histoire coopérative, pour créer ces « nouvelles » filières d'approvisionnement local et équitable.

Vincent DARMUZEY - SRISET



Source : MAAF /DGER

### 9 822 élèves et étudiants à la rentrée scolaire 2015

L'enseignement agricole de Midi-Pyrénées occupe pour la deuxième année consécutive la 5<sup>e</sup> place au niveau national pour la formation par la voie initiale scolaire. Avec 9 822 élèves et étudiants, les effectifs de la rentrée 2015 sont en hausse de près de 1,5 % par rapport à 2014 dans le privé comme dans le public. L'effectif public et représente 56 % de l'effectif total. Trois départements, Aveyron, Haute-Garonne et Gers, concentrent 40 % des effectifs.

Paul LITHAVONE - SRFD  
Christian FABREGUE - SRISET

Niveau de formation	Effectifs élèves et étudiants à la rentrée 2015 (hors apprentis)		Effectif septembre 2015
	Public	Privé	
Niveau III (BTSA, classe prépa.)	1 132	360	
Niveau IV (BAC, 2 <sup>sd</sup> GT)	3 038	1 795	
Niveau V (CAPA, 2 <sup>sd</sup> profe.)	973	1 135	
Niveau VI (4 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> )	366	1 023	
<b>Total</b>	<b>5 509</b>	<b>4 313</b>	
Nbre d'établissements agricoles	18	23	

Source : DRAAF-SRFD

## Viticulture

2015, volumes en progression



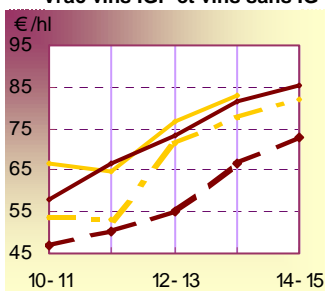
Après une mauvaise récolte 2013 et une année 2014 qui n'a pas tenu toutes ses promesses, les vigneron de Midi-Pyrénées portent leurs espoirs sur le millésime 2015. Selon les premières estimations, la récolte viticole 2015 s'annonce bonne en quantité et pourrait dépasser 2,5 millions d'hectolitres, soit un volume supérieur à la récolte 2014 et à la moyenne des cinq dernières années. Les pluies d'août, en mettant fin à l'épisode caniculaire, ont contribué à de meilleures conditions climatiques pour la maturation des raisins. Les vendanges sont précoces pour tous les vignobles, dont l'état sanitaire est globalement satisfaisant. Cette nouvelle récolte va arriver dans un contexte de marché favorable.

Les volumes régionaux des transactions vrac enregistrés durant la campagne de commercialisation\* 2014-2015, sont en hausse par rapport à la campagne précédente pour les vins Sans Identification Géographique (SIG) blancs et rouges et vins IGP blancs. Les prix des vins IGP et des vins SIG sont en hausse par rapport à ceux de la campagne précédente, soit +8 % en vin SIG rouge, +6 % pour les vins SIG blanc et +5 % pour les vins IGP blancs.

\* campagne viticole 2014-2015 : du 1<sup>er</sup>/08/14 au 31/07/15

François HOSTIER et Christian FABREGUE - SRISET

Cours moyen des ventes Vrac vins IGP et vins sans IG



Source : FranceAgriMer

## Production céréalière : abondante récolte

L'abondance de la récolte et les stocks de céréales à paille pèsent sur les prix. La commercialisation 2015-2016 démarre dans un contexte de fortes disponibilités pour l'exportation



L'offre mondiale de céréales 2015 est, pour la troisième année consécutive, conséquente. Le volume de céréales à paille serait équivalent à celui de 2014, soit 720 millions de tonnes (Mt). Les cours mondiaux des céréales sont au niveau de 2010. Sur le marché national, les cotations du blé tendre rendu Rouen et du maïs rendu Bordeaux sont, depuis le mois de juillet 2015 à leur niveau le plus bas. A 169 €/tonne, le prix moyen du blé tendre rendu Rouen sur la période juillet septembre 2015 perd 4 % par rapport à la même période en 2014. La production communautaire de blé tendre est attendue en baisse de 4,3 %. Par contre, la production française battra son record à 40,8 Mt.

En Midi-Pyrénées, la production de blé tendre est estimée à 1,6 Mt, en hausse de 15 % par rapport à la moyenne quinquennale, grâce à de bons rendements, supérieurs

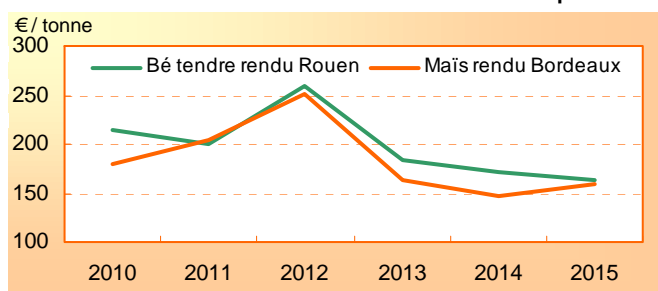
à la moyenne des cinq dernières années. La teneur moyenne en protéines comprise entre 11,5 et 11,9 est, comme l'an passé, au-dessus de la moyenne nationale (11 %). Dans ce contexte de fortes disponibilités, avec un stock de report de plus de 40 % en blé tendre par rapport à 2014 à la même date, Midi-Pyrénées devrait profiter de l'atout qualité pour se positionner sur les marchés à l'export. Par ailleurs, les fabricants d'aliments du bétail français devraient privilégier le blé dans les rations animales cette

année, au détriment du maïs (5,1 Mt prévues début septembre contre 4,4 Mt l'an dernier).

En ce qui concerne le maïs, avec 968 Mt le disponible mondial est très élevé malgré les inondations aux États-Unis et la sécheresse en Europe. Les prévisions de l'union européenne estimées à 59 Mt, ont été revues plusieurs fois à la baisse. Cette tendance vaut aussi pour la production nationale, en retrait de 26 % par rapport à 2014. La récolte régionale de maïs estimée à 1,8 Mt baisserait en moyenne de 15 %.

Virginie JUVENEL - SRISET

Évolution des cotations blé tendre et maïs au 1<sup>er</sup> septembre



Source : Agreste-Le bulletin

## Prune : marché calme en 2015



La campagne se met en place fin juin avec une dizaine de jours d'avance. Les disponibilités en prunes américano-japonaise (**Obilnaya, Golden Japan...**) sont faibles. La demande est relativement peu présente sur un marché fortement concurrencé par la commercialisation des autres fruits d'été.

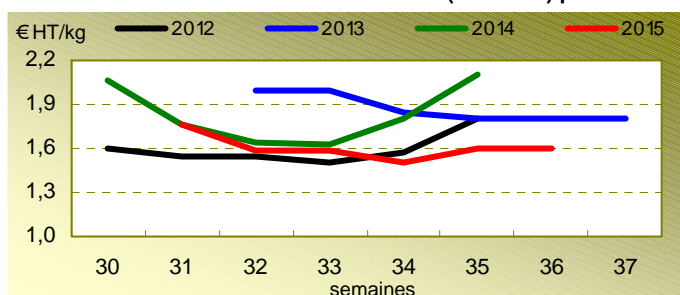
Début juillet, les températures élevées précipitent les récoltes. Les volumes sont importants mais la maturité encore insuffisante. L'éventail variétal s'élargit. Le marché reste globalement calme et la commercialisation de la Golden Japan ne suscite pas vraiment d'intérêt. L'activité commerciale est animée vers la grande distribution. Mi-juillet, la mise en marché de la **Reine-Claude dorée** est fortement attendue. Les disponibilités se développent et les lots à maturité trouvent

facilement preneurs. L'activité est toujours réduite avec une demande limitée des grossistes. Le temps perturbé et le manque de consommation alourdissent cette situation. Début août, le marché reste calme. La qualité est hétérogène en Reine Claude et la demande plus intéressée en **mirabelle**. Malgré des opérations de promotion, le léger frémissement d'amélioration de l'activité commerciale ne s'est pas

confirmé. Les exportations de la variété **Président** sont concurrencées par la prune espagnole. Fin août, sur le marché français, apparaissent des difficultés d'écoulement en raison des négociations engagées par les autres fournisseurs européens qui pèsent fortement sur la tenue des cours. Certains expéditeurs abandonnent l'export au profit du marché français plus rémunérateur.

Bénédicte AUROUSSEAU et Sandrine LAPORTE - RNM

Moyenne hebdomadaire au stade expédition Reine Claude Dorée Sud Ouest cat.I (35-40mm) plateau



Source : FranceAgriMer-RNM



# Productions bovine, porcine et lait de vache : marchés en crise

*Hormis le marché des broutards, les marchés des gros bovins finis, du lait de vache et des porcs sont en crise depuis la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015. Un plan de soutien à l'élevage est mis en place*

Le point commun à la crise qui touche les trois filières est un profond déséquilibre entre l'offre abondante qu'elle soit nationale ou européenne et une baisse de la consommation en viande bovine et lait, insuffisante. Ce déséquilibre pèse sur les prix : trop bas, ils ne couvrent plus les coûts de production élevés. La conjoncture défavorable sur ces marchés précipite bon nombre d'éleveurs dans les difficultés financières. C'est dans ce contexte qu'a été décidé la mise en place du plan de soutien à l'élevage (PSE).

## Les cours des gros bovins progressent légèrement

Suite à l'accord du 17 juin entre les différents acteurs de la filière viande, les prix progressent de quelques centimes d'euros sur la période juillet-septembre à la cotation du bassin Grand Sud. Cette évolution est variable selon la race et la typologie des animaux. Les plus fortes valorisations sont enregistrées

pour les vaches charolaise de type R+ et Blonde d'Aquitaine type U=. Les vaches de réforme de type mixte O ou laitier P enregistrent les plus faibles revalorisations. Toutefois début septembre, les cours de la vache mixte de type O deviennent supérieurs à ceux de septembre 2014.

Le manque de demande de viande bovine et les prix bas ont entraîné un recul des abattages en juillet 2015 de 7 % en Midi-Pyrénées par rapport à juillet 2014 et de 4,5 % au niveau national. Hormis les vaches, toutes les catégories d'animaux baissent fortement. La moindre baisse des abattages de vaches de réforme tient au maintien de la consommation de viande hachée cet été. Les vaches de réforme laitières sont particulièrement utilisées dans cette préparation.

## Fortes tensions sur les cours du porc

Le marché national du porc est très perturbé. Les différences de compétitivité entre

les producteurs français et les autres opérateurs européens a créé une très forte tension sur le marché de Plérin. Deux acheteurs français du Cadran de Plérin refusent de payer le prix seuil de 1,40 €/kg souhaité par le ministère de l'agriculture et les éleveurs (accord du 12 juin 2015). Ces deux opérateurs ne se présentent plus aux sessions du marché du porc breton, provoquant ainsi une situation très tendue. Les cours sont suspendus plus d'une semaine en août. A la reprise, les cours de la commission de Toulouse s'établissent au prix de 1,59 €/kg net, en retrait de 2 % par rapport à août 2014 et de 11 % par rapport à août 2013.

## Prix du lait orienté à la baisse

La baisse du prix du lait de vache amorcée depuis fin 2014 se poursuit avec la nouvelle campagne de collecte 2015/16. Au second trimestre 2015 la forte hausse de la collecte de lait en Europe (+2,1 %) et surtout en Nouvelle-Zélande (+9,2 %) continue de peser sur les prix. Par contre, en France, la collecte a baissé de 0,9 % sur l'ensemble du premier semestre 2015. Face à la concurrence, la France endure la double peine : collecte et prix en baisse. Malgré le redressement des prix enregistré en juillet, à 317 €/1000l, on est bien en deçà du prix objectif

de 340€/1000l (accord du 24/07/2015).

Prochainement sur le site Internet de la Draaf dans la rubrique conjoncture mensuelle les résultats de l'enquête annuelle laitière 2014. (Eal).

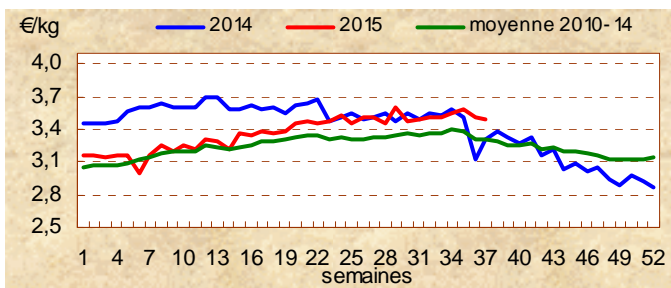
Christian FABREGUE - SRISET

## Plan de soutien à l'élevage (PSE)

En juillet, la France a mis en place un plan de soutien à l'élevage. Il comprend des mesures conjoncturelles de soutien aux éleveurs : exonération des charges fiscales et sociales, report des charges et restructuration de la dette. Cette mesure est financée par un fonds d'allègement des charges (FAC) alloué aux filières animales. La mise en œuvre de cette mesure mobilise, au titre de la médiation du crédit, les chambres d'agriculture, les centres de gestion, les banques, la MSA, l'administration fiscale et la Banque de France.

Début septembre, ce plan est renforcé par des mesures complémentaires pour résoudre les problèmes de trésorerie et d'endettement. Le report des annuités 2015 en fin de tableau d'amortissement des prêts bancaires « année blanche » répond à un besoin exprimé par les professionnels.

## Vache de réforme "O" Cotation Entrée-abattoir - Bassin Grand Sud

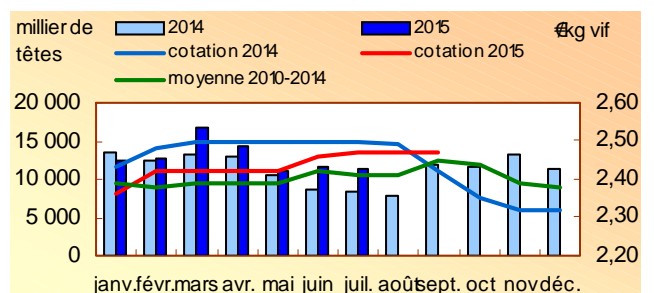


Source : FranceAgriMer

## Marché des broutards : dynamisme et bonne tenue des cours

La demande de broutards à l'export est soutenue depuis le début de l'année : les volumes exportés en juillet confirment la tendance des mois précédents, gommant ainsi le creux estival observé habituellement. Ce sont près de 11 300 têtes issues des exploitations de Midi-Pyrénées qui sont sorties du territoire, soit près de 2 800 animaux supplémentaires par rapport à l'an dernier à la même époque. Les mâles de moins de 300 kg sont recherchés par la Turquie. Les cours des mâles croisés 6-12 mois 350 kg se maintiennent à un bon niveau durant toute la période estivale (juillet-septembre), soit à 2,47 €/kg vif, au même niveau qu'en 2014 pour la même période à la commission de cotation de Toulouse. La présence de la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) dans la zone massif central pourrait avoir des conséquences importantes pour les exportations à venir.

## Volume de broutards exportés issus d'exploitation de Midi-Pyrénées Cotations mâles croisés 6-12 mois 350 kg U+R/2



Source : Agreste - BDNI export - FranceAgrimer/cotation

L'initiative de la DRAAF Midi-Pyrénées, la Chambre régionale de l'agriculture a mené l'étude CLIMAGRI visant à estimer les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole midi-pyrénéen.

Les résultats ont été publiés en mai dernier et sont disponibles sur le site <http://www.mp.chambagri.fr/CLIMAGRI-R-Midi-Pyrenees.html>.

Grâce à l'outil CLIMAGRI® développé par SOLAGRO, l'étude confirme le poids important du secteur agricole dans les émissions régionales. Les émissions totales annuelles de GES de l'agriculture régionale s'élèvent à près de 9 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (teq). A titre de comparaison, on estime les émissions totales de GES en Midi-Pyrénées à 18 millions teq CO<sub>2</sub> (méthode de comptabilisation légèrement différente, source : Observatoire régional de l'énergie en Midi-Pyrénées OREMIP, 2014). Les émissions de GES sont majoritairement liées à des processus biologiques naturels dans lesquels méthane et protoxyde d'azote dominant.

Le secteur agricole a de plus la particularité de stocker du carbone dans les sols agricoles. Ce stock est estimé à plus de 600 millions de teq CO<sub>2</sub>. La variation de stock est estimée à 1 million de teq CO<sub>2</sub> par an dans les sols agricoles.

Le deuxième volet de l'étude consiste à engager une réflexion prospective de l'évolution de l'agriculture, aux horizons 2030 et 2050, et d'en mesurer les effets sur les émissions de GES, le potentiel de production et la résilience des systèmes agricoles au changement climatique.

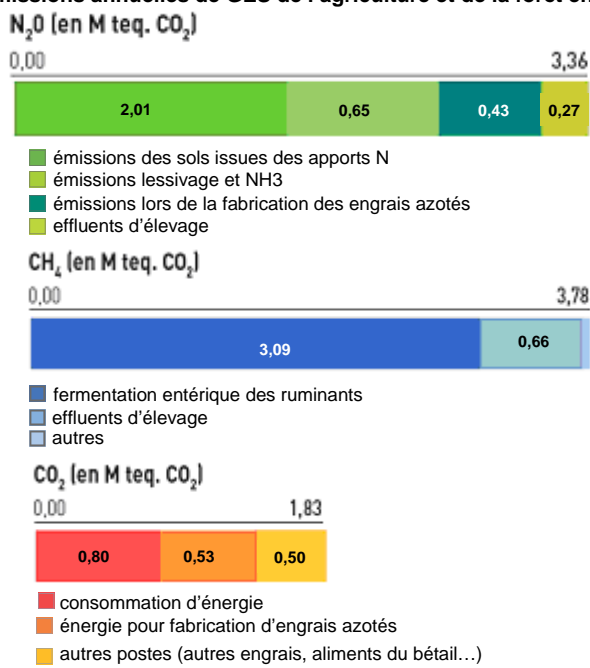
Cette étude se révèle être un bon outil d'appropriation du changement climatique par le monde agricole. Sur cette base, la Chambre régionale d'agriculture propose de concentrer la réflexion régionale sur plusieurs questions, notamment celle du stockage de carbone dans les sols agricoles. La question de la performance énergétique ne doit pas être écartée, puisqu'elle

contribue à assurer la compétitivité des exploitations agricoles, mais elle est loin d'être suffisante pour limiter les GES de l'agriculture.

Ainsi, à la veille de la prochaine Conférence des parties de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, du 30 novembre au 11 décembre 2015, la DRAAF Midi-Pyrénées s'attache à inclure dans la transition vers l'agroécologie une réflexion sur le changement climatique.

Anne CATLOW - SRDDTR

#### Émissions annuelles de GES de l'agriculture et de la forêt en 2013



Source : étude CLIMAGRI®-Chambre régionale de l'agriculture

AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT

### Enseigner à produire autrement

L'enseignement agricole est mis au cœur du projet agro-écologique pour la France à travers le plan enseigner à produire autrement de la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER), et décliné dans chaque région.

La transition vers de nouveaux systèmes de production plus durables repose sur une modification majeure des cadres de pensée et des modes d'acquisition des savoirs et des pratiques.

Au-delà de la communauté éducative, le plan d'action enseigner à produire autrement s'adresse aux agriculteurs, en activité ou en devenir, aux conseillers agricoles et à l'ensemble des acteurs des organismes et entreprises d'amont ou d'aval. Il a pour objectif de transmettre les connaissances et faire acquérir les

compétences permettant à l'ensemble de ces publics de trouver les réponses locales aux défis d'une production agricole économiquement et écologiquement performante. Dans ce cadre, cinq CFPPA et un lycée agricole public sont habilités pour mettre en œuvre les formations sur les « certiphyto » en région Midi-Pyrénées.

Par ailleurs, des démarches inter-régionales intéressantes dans le domaine, comme la convention cadre avec l'Agence de l'eau, émergent. Les six DRAAF du Bassin Adour-Garonne et l'agence de l'eau Adour-Garonne ont signé une convention de partenariat. Cette dernière vise à conforter le rôle des établissements publics d'enseignement agricole et de leurs exploitations et/ou ateliers technologiques en matière d'exemplarité et d'innovation dans les pratiques agricoles au regard des enjeux de la politique de l'eau et du développement de l'agro-écologie.

Catherine HERVÉ - SRFD

Agreste

La statistique agricole

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

[www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr)

FranceAgriMer  
ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

RNM  
RÉSEAU  
DES NOUVELLES  
DES MARCHÉS

[www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

[www.snm.franceagrimer.fr](http://www.snm.franceagrimer.fr)



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt  
Service Régional de l'Information Statistique, Économique et Territoriale  
Cité administrative bât. E - Bd Armand Duportal  
31074 TOULOUSE cédex  
Mél : [donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr](mailto:donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr)

Directeur régional : Pascal AUGIER  
Directeur de la publication : Vincent DARMUZEY  
Rédacteur en chef : Christian FABREGUE  
Rédaction : DRAAF  
Composition : Dany GAYRAUD  
Dépôt légal : à parution - ISSN n° 1958-1475

septembre 2015